



Mobilisation du 1er mai

Mise à jour n°3



Troisième mise à jour des préparatifs de la mobilisation du groupement Global Unions pour le 1er mai (*)

23 avril 2003

Lutter contre la pauvreté et pour le Respect

890 millions de gens à travers le monde vivent dans une misère extrême et 2,8 milliards survivent avec moins de deux dollars par jour. Constat éloquent: la mondialisation tourne le dos aux pauvres de ce monde.

Deux années de ralentissement économique ont porté le nombre de personnes au chômage vers de nouveaux records. 180 millions de personnes étaient sans emploi en 2002. Les femmes et les jeunes sont parmi les plus affectés, notamment en raison de la précarité du travail informel en plein boom dans le monde en développement. A cela il faut ajouter le rythme inquiétant auquel progressent le VIH et le SIDA; 90% des personnes atteintes vivent dans les pays en voie de développement.

Face à une telle augmentation de la pauvreté et de la faim, le monde est loin de réaliser les Objectifs de développement pour le millénaire – objectifs de développement durable et d'élimination de la pauvreté adoptés par les Nations unies en septembre 2000.

Alors que la mondialisation agit au bénéfice de certains – création d'emplois, augmentation des revenus, croissance du PNB –, elle en défavorise d'autres, comme le démontrent la pauvreté et les inégalités croissantes. Des marchandises et des services meilleur marché représentent certes un avantage pour les consommateurs, mais ils peuvent aussi se traduire par des pertes d'emplois et une délocalisation de la production vers des pays où les droits ne sont pas respectés et les coûts salariaux sont inférieurs.

Une part considérable de la responsabilité pour la pauvreté et les conditions pénibles dans lesquelles vivent les travailleurs ruraux dans une grande partie du monde incombe aux pays industrialisés. Les aides importantes fournies aux agriculteurs dans les pays industrialisés, notamment sous forme de subventions aux exportations agricoles, empêchent les travailleurs ruraux des pays en développement de gagner leur vie de l'agriculture et de l'élevage.

Les Institutions financières internationales (IFI) portent une grande part de

responsabilité. La flexibilité du marché du travail et la privatisation sont des conditions sine qua non d'accès aux prêts de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). La privatisation des services de première nécessité en Afrique Noire a entraîné une augmentation de la pauvreté et du chômage, sans compter les répercussions graves sur l'état de santé des populations.

La demande des IFI pour la réduction des coûts salariaux a contribué à affaiblir la protection des travailleurs dans l'ensemble des pays en développement. Malgré la publication, cette année, d'un étude de la Banque mondiale qui affirme que les syndicats sont bénéfiques pour les entreprises ainsi que pour les travailleurs, dans la pratique les activités de la Banque mondiale et du FMI dénotent un manque de soutien envers les syndicats. A titre d'exemple, en Croatie et au Sri Lanka la Banque et le Fonds ont fait pression sur les gouvernements pour qu'ils réduisent la protection des travailleurs. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) pourrait, elle aussi, jouer un rôle plus prépondérant dans la lutte contre la pauvreté, en faisant respecter les droits fondamentaux des travailleurs. Les gouvernements ont souvent tendance à faire des concessions sur le plan de la protection de l'emploi dans l'espoir d'attirer les investissements étrangers. L'accession de la Chine à l'OMC a ouvert la porte à une exploitation accrue et à des salaires revus à la baisse pour les travailleurs du monde entier, en particulier pour les femmes travaillant dans les zones franches d'exportation. Face aux taux d'intérêt croissants, les pays endettés se retrouvent à dépenser de plus en plus pour le remboursement des intérêts de dettes elles-mêmes de plus en plus élevées. Davantage de pays devraient être éligibles, et il conviendrait d'appeler les gouvernements à agir de façon plus résolue pour atteindre l'objectif de l'ONU, à savoir 0,7% du PNB destiné au développement.

A l'approche de la Conférence ministérielle de l'OMC à Cancun, au mois de septembre, la CISL et ses organisations affiliées feront pression en faveur des investissements dans les services publics et du respect des droits des travailleurs. La lutte contre la pauvreté et pour le Respect engendrera une mondialisation avec plus de gagnants et moins de perdants. ●

Des syndicats en action...

Argentine (CGT) : Le « Respect de la sécurité sociale » constituera le thème des activités que la CGT organisera à l'occasion du 1er mai.

Etats-Unis d'Amérique (AFL-CIO) : L'AFL-CIO, la fédération des syndicats américains, lancera le 1er mai un manuel sur les droits des travailleurs et engagera ses affiliées à se mobiliser pour le 1er mai.

Honduras (CTH) : Le respect des droits fondamentaux des travailleurs, des services publics de qualité et la réforme du travail seront les thèmes principaux des marches organisées par la CTH.

Hong Kong (HKCTU) : Les manifestations que la Confédération des syndicats de Hong Kong organise sur le thème du « Respect des droits des travailleurs » ciblent à la fois les gouvernements et les milieux d'affaires. Les masques qui protègent les participant(e)s contre le Syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) porteront le mot « Solidarité ».

Irlande du Nord (ICTU-NI) : Deux semaines d'activités sont prévues par l'INCTU-NI, dont une pièce, une marche suivie d'un festival familial, un quiz de charité et une soirée de discussion à propos du « Respect de la diversité aux échelons local et global », à laquelle participeront le Lord Mayor de Belfast et un représentant de la CISL.

Italie (CGIL/CISL/UIIL) : Les trois affiliées de la CISL en Italie organiseront des rassemblements pour le respect des droits des travailleurs, la paix et la justice sociale dans près d'une centaine de villes, et notamment un rassemblement national à Assise et le concert de rock annuel à Rome, où l'on attend 600.000 jeunes.

Dites-nous quels sont vos projets!

1er-mai@global-unions.org



(*) Ces mises à jour sont destinées à fournir aux organisations syndicales des informations utiles et réutilisables sur la mondialisation et la manière dont le mouvement syndical international relève ce défi.

Les travailleurs thaïs du vêtement revendiquent un travail décent

La situation désespérée des travailleuses et travailleurs de l'industrie du vêtement en Thaïlande révèle comment certains employeurs recourent à l'exploitation pour tenter à tout prix de devancer la concurrence.

Les textiles et le prêt-à-porter comptaient naguère parmi les produits d'exportation les plus lucratifs de Thaïlande. Dans les années 90, lorsque les salaires à l'échelon national ont augmenté en fonction du salaire minimum, le pays a perdu son avantage relatif au détriment de pays tels que l'Indonésie ou la Chine, où les salaires sont inférieurs. Certains employeurs ont réagi en délocalisant la production à l'étranger. D'autres ont développé le recours aux sous-traitants.

Le cas de la société Eden Group, une multinationale autrichienne produisant des vêtements pour le compte de *Walt Disney*, *Looney Tunes* et *Power Rangers* nous donne une idée de la souffrance infligée aux travailleurs lorsque les employeurs décident de faire exécuter les commandes en dehors de l'usine, par des travailleurs à domicile.

Eden Group comptait parmi les principaux exportateurs thaï de vêtements, avec un effectif maximum dépassant 4.500 tra-

vailleurs. Les longues heures de travail, les salaires faibles et les conditions de travail dangereuses étaient la norme. Il y a quelques années, Eden Group a commencé à recourir à des sous-traitants, ce qui lui a permis de fortement réduire les coûts salariaux tout en tuant dans l'oeuf, au passage, un syndicat naissant.

En 1996, l'usine a fermé son département d'imprimerie et a ordonné aux 52 travailleuses de rejoindre un atelier clandestin. Les travailleuses ont refusé, et ont été menacées de licenciement. En l'espace de deux mois, la société avait congédié la majeure partie de l'effectif, sans règlement des salaires ni la moindre indemnisation. La production fut transférée dans des locaux privés et des ateliers clandestins, dont certains recouraient au travail des enfants.

La campagne soutenue menée par les syndicats à la suite de ce conflit a contribué à engendrer certaines améliorations dans le code du travail de Thaïlande. ●

Un syndicat burkinabé réduit la pauvreté chez les travailleuses

Les commerçantes des marchés burkinabés sont en train d'acquiescer une certaine sécurité et une indépendance financière grâce à une initiative de promotion mise en œuvre par un syndicat de ce pays.

Le Burkina Faso, qui compte parmi les pays les plus pauvres du monde, s'est lancé dans un programme d'ajustement structurel soutenu par le FMI et la Banque mondiale dans les années 80. Actuellement, le pays est éligible au titre d'une initiative d'allègement de la dette réservée aux pays les plus durement touchés.

Près de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. L'espérance de vie en 2000 était de 45 ans seulement. Soixante pour cent des enfants n'ont pas accès à l'école primaire. Une grosse partie de la population est atteinte du HIV/SIDA. Le syndicat ONSL a mis sur pied un Centre de promotion de l'alphabétisation et de création de micro-entreprises pour la femme, à Ouagadougou, à l'aide d'un financement provenant de plusieurs autres syndicats burkinabés ainsi que d'un syndicat belge. Le Centre assure aux femmes une formation et

des conseils sur le travail indépendant, et fournit du matériel et des installations partagées aux travailleuses indépendantes spécialisées dans le tissage, la couture, la broderie et la production de savon. Deux coopératives dédiées à l'alphabétisation et à la broderie, outre un programme de prêts bancaires et une banque céréalière ont contribué à consolider la sécurité financière des femmes. Depuis l'ouverture du centre en 1993, plusieurs centaines de femmes ont rejoint les rangs du syndicat. Le centre est également actif dans les domaines de la santé et de l'éducation, assurant aux femmes l'accès à des services de planning familial, de garderie et de soins médicaux pour les enfants. Dans un pays où très peu de familles disposent des moyens nécessaires pour envoyer leurs enfants à l'école, le centre apprend aux filles des commerçantes à lire et à écrire. ●

Nouvelle-Zélande: combler l'écart salarial

Le salaire égal pour un travail d'une valeur égale constitue un sujet brûlant pour les gouvernements et les syndicats, tandis que les femmes continuent à toucher moins que les hommes, et ce dans tous les pays du monde.

Bien que l'écart salarial a tendance à se réduire, les salaires horaires des femmes aux quatre coins du monde restent 16% en dessous de ceux des hommes. Pour ce qui est des pays développés, la Belgique affiche l'écart le plus petit (6%), tandis que l'écart le plus large est à attribuer à la Suisse et aux Etats-Unis (21%). L'écart salarial peut être encore plus marqué dans les pays en développement, entraînant des salaires toujours plus bas et un accroissement de la pauvreté chez les enfants.

Dans le cadre de la Campagne de Global Unions intitulée "Les syndicats pour les femmes, les femmes pour les syndicats"*, le syndicat néo-zélandais PSA (Public Service Association) a lancé, le 8 mars 2003, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, sa propre campagne pour l'équité salariale intitulée "It's Time!".

Le syndicat s'est fixé pour objectif de réduire de moitié l'écart salarial entre les hommes et les femmes d'ici à 2005. Lynn Middleton, Secrétaire national, affirme que la Nouvelle-Zélande est bien placée pour réaliser cet objectif. "Notre accord de partenariat avec le gouvernement nous met dans une position de force pour réaliser une approche à l'échelon du secteur public en matière d'équité salariale."

Résorber l'écart salarial ne doit pas se limiter aux taux salariaux: "Il convient aussi de promouvoir l'accès à des crèches de qualité, à une sécurité financière à la retraite, et à des lieux de travail qui favorisent les mères de famille en reconnaissant qu'elles ont des responsabilités en dehors du travail." A l'instar des campagnes menées par les syndicats dans d'autres pays, la campagne PSA agira sur plusieurs fronts: amendements de la législation sur l'emploi, procédures contre les employeurs, salaires minimums décents et négociation collective. ●

(*)Le thème de la campagne de cette année est: L'égalité des salaires maintenant! Pour de plus amples renseignements, rendez-vous à <http://www.icftu.org>

Nous voulons:

- La fin de la pauvreté et des tensions qu'elle engendre et qui menacent la paix mondiale
- Des droits décents et de meilleurs salaires pour les travailleurs pauvres de la planète
- De la nourriture pour le milliard de personnes qui meurent de faim ou souffrent de malnutrition
- Un commerce mondial qui donne aux pauvres une véritable chance de se sortir de la pauvreté
- Une croissance économique équilibrée pour juguler l'inégalité qui sape cette croissance économique
- La fin de la pauvreté qui augmente le travail des enfants et prive ceux-ci d'une éducation
- Une protection des pauvres contre les conséquences invalidantes de la dette et des crises financières
- La fin de la discrimination qui est la cause d'une plus grande pauvreté des travailleuses que de leurs homologues masculins

